

LE PRADET (Var)**24 ARR PM PERM 037****ARRÊTÉ PERMANENT****REGLEMENTATION DE STATIONNEMENT DES REMORQUES ATTELEES OU NON**

Nous, Hervé STASSINOS, Maire de la commune de Le Pradet, Vice-président de la Métropole Toulon-Provence-Méditerranée, Conseiller Régional Provence Alpes Côte d'Azur

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2212-2, L 2212-5, L 2213-1 et suivants et L 2214-3

VU le Code de la route et notamment ses articles L 130-5 et suivants, R 110-2, R 130-2, L325-1, L325-2 et suivants, R 325-1 et suivants, R 411-3, R 417-10 et suivants R 417-12 et suivants

VU le Code Pénal et notamment ses articles R 610-5 et 644-2

VU la convention de fourrière liant la Ville de Le Pradet et le garage BOCQUET-DULAC, la décision municipale N°17-DCM-DGS-076 du 26 juin 2017,

VU la demande effectuée par les services techniques de la Ville de Le Pradet,

Considérant la nécessité de réglementer le stationnement des remorques attelées ou non sur l'ensemble de la commune.

Considérant qu'il convient dans notre commune à fréquentation touristique, de concilier le droit au stationnement des véhicules ayant une remorque attelée ou non, avec l'ordre public et les caractéristiques des voies ouvertes à la circulation.

Considérant que le stationnement prolongé de remorques attelées ou non sur les parkings ou sur la voirie peut être observé comme étant une utilisation abusive de la voie publique et qu'il convient dès lors, de réglementer le stationnement ou l'arrêt de ces véhicules sur la chaussée, accotements, parkings ou autre dépendance des voies publiques ouverte à la circulation.

ARRÊTONS

Article 1 : Le stationnement des remorques attelées ou non est limité sur l'ensemble des voies ouvertes à la circulation publique et les parkings publics de la commune, à vingt-quatre heures (24h).

Article 2 : Le stationnement des remorques attelées ou non, dont la longueur ou la largeur, est supérieure à celle des emplacements matérialisés au sol en épi ou en bataille est interdit, s'ils sont gênants pour la circulation des véhicules et des piétons.

Article 3 : Le stationnement des remorques publicitaires attelées ou non est interdit sauf autorisation préalable de la commune.

Article 4 : Le stationnement des tracteurs, des remorques, camping-cars, dont la longueur ou la largeur hors tout, est supérieure à celle des emplacements matérialisés au sol en épi ou en bataille est interdit s'ils sont gênant pour les autres véhicules ou piétons.

Article 5 : Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément à la loi.

Article 6 : Les véhicules contrevenants aux dispositions seront verbalisés et/ou mis en fourrière aux frais, risques et périls des propriétaires.

Article 7 : Les services de la Police Municipale et Nationale sont chargés d'assurer le contrôle du stationnement, de la circulation et des mesures prises pour permettre l'application du présent arrêté.

Article 8 : Le présent arrêté sera publié au registre du Maire et un extrait sera affiché au poste de police municipale.

Article 9 : Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Monsieur le Commissaire Divisionnaire chef du District de Toulon, la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la notification et l'exécution du présent arrêté.

Le Maire,

CET ACTE PEUT ETRE CONTESTE
<p>LES VOIES ET DELAIS DE RECOURS</p> <p>- Le recours contentieux : devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.</p> <p>- Le recours gracieux et hiérarchique : devant le Maire</p> <p>Pour ce dernier recours, l'absence de réponse dans les 2 mois qui suivent la demande équivaut à un refus.</p>